

Les Nouvelles

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1009

5 décembre 2016

prix : 0,70 €

Engagés pour ouvrir un nouveau chemin d'espoir

L'édito de Robin SALECROIX



Unis pour l'humain d'abord !

Les 24, 25 et 26 Novembre dernier les membres du Parti Communiste Français étaient invités à poursuivre le débat engagé sur les échéances électorales de 2017. Ce débat serein s'est établi sur la base de l'analyse de la situation politique, de la résolution adoptée par la Conférence nationale et des deux options qui étaient soumises à leur vote pour l'élection présidentielle. Ces discussions empreintes d'inquiétude et de lucidité devant la montée des dangers de droite, d'extrême-droite, ont aiguisé la vision des communistes sur les enjeux actuels pour ouvrir un nouveau chemin d'espoir.

La résolution stratégique « Uni-e-s pour l'humain d'abord, les communistes en campagne » a été adoptée à 92%. Elle fixe le **cap général de nos batailles pour 2017 : porter un pacte d'engagements pour la France; construire le rassemblement de toutes les forces disponibles pour un nouveau pacte de majorité à gauche alternatif à l'austérité; présenter dans toutes les circonscriptions de France des candidats porteurs de ce projet et de cette démarche.**

Le choix 1 retenu par la majorité des votants (53, 60 % et 46.40% pour l'option 2) est celui d'une campagne commu-

niste autonome appelant à voter Jean-Luc Mélenchon, « considérant qu'un rassemblement peut s'opérer avec cette candidature et qu'elle porte une grande partie des propositions de la gauche alternative à l'austérité ». Ce choix indique également que « les communistes poursuivront leurs efforts pour une candidature commune, porteront cet appel en conservant leur autonomie, critique et constructive, travailleront à un cadre collectif de campagne élargi afin d'œuvrer à la construction d'un rassemblement le plus large possible ».

Comme le précisait Pierre Laurent dans une récente interview « La reconstruction d'une force [... d'alternative à l'austérité] doit avoir lieu maintenant, et pas après 2017, pas après le désastre ». Face au duel droite extrême / extrême droite qui se profile, la question du rassemblement le plus large reste un chantier toujours ouvert pour faire gagner le camp progressiste. Face à l'offensive des forces du capital, engageons nos forces, unis, aux côtés des salariés et des familles populaires. Faisons résonner la voix des communistes et nos propositions de rupture après l'échec du quinquennat. Face au rouleau compresseur du présidentielisme, la campagne des législatives sera cruciale à la mise en avant de thématiques fortes, à la mobilisation militante et au rayonnement de notre organisation sur les territoires. Saisissons nous-en dès maintenant !

Sondages



Font-ils les présidents ? **2**

STX



La stratégie industrielle en question **3**

2017



Dossier sur les échéances à venir **4-5**

Transition énergétique



Un débat avec Nantes Métropole **7**

Palestine



3 voyages de solidarité **8**

GALILEO, le GPS européen, mise sur ses premiers services fin 2016

Décidé au début des années 2000, Galileo vise à rendre l'Europe indépendante du système de géolocalisation américain GPS, mais aussi du système russe GLONASS et du système chinois BEIDOU. Lancés en tandem en 2011 et 2012, les quatre premiers satellites Galileo ont validé le système. Depuis, leur nombre a été porté à 12, réalisé par le lanceur russe Soyouz depuis le Centre Spatial Guyanais.

Le 17 novembre 2016, quatre autres satellites ont été lancés, pour la première fois par le lanceur Européen Ariane 5ES, et seront suivis en 2017 et 2018 de deux lancements double supplémentaires. Les services initiaux devraient démarrer fin 2016. Les services complets qui nécessitent de disposer de 30 satellites sont envisagés à l'horizon 2020. Les applications seront possibles dans une grande variété de domaines : transports divers, agriculture, travaux publics, opérations de secours, usages gouvernementaux...



L'actualité

2

Les sondages font-ils les présidents ?

Ils n'ont vu ni le Brexit, ni la victoire de Trump. Ils voyaient Juppé vainqueur de la primaire de droite et du centre et ce fut Fillon ! Rien ne va plus au royaume des sondages ? A contrario d'autres n'y voient que manipulations et faiseur de roi.

Quand en 1935 George Gallup crée aux Etats-Unis le premier institut de sondage, il dote les sciences politiques d'un instrument fiable d'évaluation. A condition d'en connaître et d'en respecter les règles. La base c'est l'échantillon.

En France on croit encore aux classes sociales et à la méthode des quotas. Alors qu'aux Etats-Unis on applique une méthode aléatoire, le hasard. Avec 1000 sondés la marge d'erreur est de + ou - 1%. C'est la première limite à l'exactitude. Quand un sondage annonce doctement 666 personnes interrogées dont 21% sans opinion ! Pas sérieux s'abstenir. Surtout quand les résultats expriment des écarts de 1 ou 2 % entre les candidats, alors que la marge d'erreur est de 3 ou 4 points !

Un sondage est une photographie de l'opinion à un instant précis. D'où l'obligation d'en publier la date. Mais à peine est-il connu, qu'il entraîne deux effets secondaires contradictoires : les uns veulent être du camp du gagnant potentiel (Fillon), les autres tout au contraire trouvent des raisons de se remobiliser (Juppé).

Ce qui fait une grande différence au final c'est le taux de participation, qui recadre la part de chacun.

Pour notre pays, rappelons quelques beaux succès de prévisions : L'annonce contre toute attente de la mise en ballottage de De Gaulle en 65, la victoire de Mitterrand en 1981 annoncée à 20h quelques secondes après la fermeture des bureaux de vote.



Alors pourquoi les sondages sur la primaire de droite et du centre se sont-ils fourvoyés ?

Mission impossible !

Puisqu'aucune force politique n'a posée la question du retour des élections législatives avant la présidentielle, nos institutions ont continué à se déliter, façon « américanisation » : primaire ouverte pour les uns, fermée pour les autres, départs en solo, façon aventurier pour l'un, « bébé cadum » pour l'autre.

Mais comment évaluer les intentions de vote d'un corps électoral

qui ne se connaît pas lui-même, et qui fluctue à chaque consultation ? La seule expérience de référence était la primaire du PS en 2011 avec 2,5 millions de votants. Celle de novembre 2016 a connu une participation de plus de 4 millions de suffrages à chaque tour. Sans parler des passagers clandestins de gauche par centaines de milliers venus mettre un terme à la carrière politique de l'ex-président Sarkozy.

Les premières analyses statistiques des sondés comme des votants révèlent que les « inclus » constituent un tout petit noyau peu représentatif de la population dans son ensemble, et du corps électoral, dix fois plus important. Avec de nouvelles difficultés pour les sondages : « des citoyens de moins en moins joignables sur leur ligne de téléphone fixe », une affiliation partisane moins nette, moins corrélée à celle des parents. Des électeurs se décidant une fois dans l'isolement. Surtout il se confirme que les « exclus », des couches les plus populaires, chômeurs ou allocataires, sont restés en dehors de ce nouveau processus, qui les ignore et les stigmatise comme « des personnes de faible éducation » qui alimente le populisme.

L'Europe suspendue au référendum du 4 décembre en Italie ?

Les heures de Matteo Renzi sont peut-être comptées ?

Tout dépendra du résultat du référendum du 4 décembre pour faire approuver sa réforme constitutionnelle.

Elle prévoit une diminution du nombre des sénateurs de 315 à 100 (plus élus par le peuple). Le Sénat ne pourrait plus faire tomber le gouvernement et ce serait la fin du bicamérisme parfait (l'obligation de faire approuver une loi dans les mêmes termes par la Chambre des députés et le Sénat).

Au final un texte indigeste que peu d'Italiens liront avant d'aller voter. Aujourd'hui ce qui préoccupe la population, c'est une économie stagnante et un chômage toujours plus élevé surtout dans le sud du pays. Autant de raisons de dire « basta » à Renzi.



Résultat ? A quelques jours du vote, le centre gauche et le centre droit, qui dominent la vie politique italienne depuis 1992, risquent de se retrouver nus. Les derniers sondages autorisés donnent le « non » vainqueur de 4 à 5 points : « Après moi le déluge » tel est l'état d'esprit de Renzi.

Dans cette hypothèse les spéculations sur les conséquences négatives pour l'économie de la péninsule, s'ajoutent à l'élaboration des scénarios politiques les plus divers et variés pour conjurer une crise institutionnelle : Elections anticipées, démission du président du Conseil, qui serait de nouveau chargé de former un gouvernement élargi, exécutif technique dirigé par l'un de ses ministres...

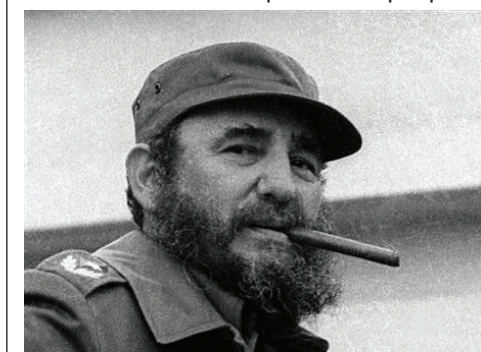
A la demande de l'Union européenne, « Cette réforme déplace les pouvoirs du parlement vers le gouvernement, du peuple vers les puissants » selon refondation communiste. Voilà pourquoi le front du refus est large: la droite, les petites formations de la gauche anti-austéritaire, dont les communistes, voteront contre. Une partie de la gauche interne du Parti démocrate fera de même, car elle règle ses comptes avec Renzi. Sur le front social, le principal syndicat, la Confédération générale italienne du travail (CGIL), refuse également cette évolution de la Constitution (63 gouvernements depuis 1945 !). Reste les inconnues du vote des italiens de l'étranger et le taux de participation.

Les marchés attendent au tournant un pays économiquement fragile et vulnérable. Ils pourraient punir les banques italiennes pour la plupart en mauvaise santé. Déjà les investisseurs ont propulsé le taux à 10 ans italien, à son plus haut niveau depuis juillet. La BCE met en garde contre la remontée des taux d'emprunts d'Etat à la suite de l'élection de Donald Trump. Ce serait un coup dur pour la dette publique qui pèse déjà près de 133% du PIB.

Par ricochet, les pays périphériques comme le Portugal ou l'Espagne pourraient être contaminés. A l'opposé, les obligations allemandes, « valeur refuge », devraient s'apprécier.

CUBA sans Fidel...

Le père de la révolution cubaine vient de décéder à l'âge de 90 ans. Sa disparition tourne une page essentielle de l'Histoire universelle de l'émancipation des peuples.



En janvier 59 les barbudos chassent de la capitale La Havane, les miliciens du dictateur Batista, contraint de fuir le pays.

Une nouvelle ère commence pour cette île à 180 kms des côtes américaines, « chasse gardée » pour les capitalistes yankees, entre tripots et lupanars sous contrôle des mafias.

En représailles, le président J.F. Kennedy décrète un embargo contre ce petit Etat révolutionnaire qui entend s'émanciper de la tutelle américaine.

L'agression impérialiste ira jusqu'au soutien des contre-révolutionnaires dans leur débarquement de la baie des cochons en avril 1961.

La victoire du peuple cubain uni pour défendre sa révolution, pose alors la question de sa sécurité en pleine guerre froide.

Ce sont les circonstances économiques et historiques qui conduisent Castro et son gouvernement à développer des échanges bilatéraux avec l'Union soviétique (cane à sucre contre pétrole).

L'URSS installe en 1962 des missiles sur l'île afin d'assurer sa défense. In extremis, les négociations entre Khrouchtchev et Kennedy permettront d'éviter le pire.

La révolution cubaine connaît dans la décennie soixante l'image d'un pays du tiers monde où l'éducation, la santé, l'égalité entre les sexes, font de lui l'un des premiers du continent sud-américain. Beaucoup d'intellectuels, poètes, artistes se sont alors engagés.

En restaurant la souveraineté de Cuba et en promouvant des réformes de justice sociale, Fidel Castro a inspiré les progressistes et révolutionnaires d'Amérique latine et d'Afrique.

Cependant la dissolution de l'URSS va précipiter une situation fragile vers une situation dramatique, générant de nombreuses pénuries. Le pouvoir politique se crispe au travers d'une bureaucratie obsolète et une restriction des libertés.

En 2006 Fidel passe le flambeau à son frère Raul qui ouvre progressivement l'économie. Aujourd'hui, une incertitude demeure avec l'élection de Donald Trump sur la levée de l'embargo ?

Airbus : la logique financière contre l'emploi

A l'heure où nous écrivons ces lignes la direction d'Airbus vient d'annoncer la suppression de 1164 postes en Europe et la fermeture du site de Suresnes. Elle créerait 230 nouveaux postes dans la recherche ce qui ferait une réduction de 934 postes sur un effectif de 136000 salariés.

Une annonce dénoncée par le PCF alors que le groupe Airbus se porte bien avec un carnet de commande de 1000 milliards, 15 ans d'activité assurée, un chiffre d'affaires en hausse de 6% et un résultat net progressant de 15%.

Airbus cède donc à une logique purement financière, l'Etat actionnaire, dans ce contexte dramatique pour les salariés se doit d'intervenir !



Quel avenir pour la navale nazairienne ?



Une certaine confusion règne, alors que les candidats à la reprise du chantier de Saint-Nazaire doivent présenter leur offre définitive avant le 27 décembre. Sauf nouveau rebondissement, c'est à cette date que devraient être connues les identités des candidats à la reprise du groupe sud-coréen STX Offshore and Shipbuilding, propriétaire aux deux tiers des chantiers navals de Saint-Nazaire. Les annonces se multiplient autour de la reprise du groupe sud-coréen STX Offshore and Shipbuilding, propriétaire des chantiers navals de Saint-Nazaire. Si un fonds d'investissement britannique a soumis une lettre d'intention, sans démontrer comment il allait réunir ses financements, selon le Wall Street Journal, les spéculations sont nombreuses autour du seul site nazairien. **Pour rappel le tribunal de Séoul, dont dépend la procédure de redressement judiciaire de STX et a acté le principe d'une vente séparée des actifs du constructeur : d'un côté sa participation majoritaire dans les chantiers de Saint-Nazaire (dont il possède 66.66% du capital) et, de l'autre, les filiales coréennes, avec notamment les chantiers de Jinhae et Goseong.**

Plusieurs dossiers seraient vraisemblablement sur la table, tant le savoir-faire des derniers chantiers civils est convoité. **Sur les rangs : un conglomérat de 2 Chinois – China State Shipbuilding Corporation (CSSC) et Genting Hong Kong – ainsi que deux Européens, le spécialiste de la réparation navale Damen (Pays-Bas) et le chantier naval Fincantieri (Italie), ainsi que le constructeur naval militaire français DCNS, dont l'Etat français est actionnaire à 62 %, mais aussi deux armateurs clients des chantiers.** La vente distincte du site nazairien écarte à l'heure actuelle la vente en bloc envisagée un temps, ce qui aurait favorisé le conglomérat chinois et fait peser sur les chantiers et la navale française et européenne un risque de transferts technologiques. Le secrétaire d'Etat à l'Industrie indiquait début novembre avoir « eu au téléphone le ministre coréen de l'Industrie, et reçu l'ambassadeur de Corée en

France. Rappelant les avoir « alerté sur (...) le fait que nous avons deux outils d'intervention et que, s'il devait y avoir des offres qui ne soient pas dans l'esprit industriel qui est le nôtre, nous n'hésiterions pas à les utiliser ». **À savoir qu'en qualité d'actionnaire minoritaire, l'Etat dispose d'un droit de préemption sur les chantiers navals de Saint-Nazaire, mais aussi de la possibilité d'activer le décret du 14 mai 2014 relatif aux investissements étrangers soumis à autorisation préalable.** Ce décret étend le champ d'application de l'article R. 153-2 du code monétaire et financier de 2005 et définit des secteurs (entre autres les domaines de l'eau, de la santé, de l'énergie, des transports et des télécommunications) où l'investissement étranger est soumis à autorisation des autorités

Plusieurs offres sur lesquelles repose l'avenir de la navale française mais aussi européenne. La prise de contrôle par le Néerlandais viendrait par exemple directement concurrencer DCNS « sur les navires fortement armés que STX et Damen ne savent pas faire seuls », note une étude du cabinet Syndex. Quant à l'hypothèse d'un rachat de STX France par Fincantieri, elle permettrait à l'Italien d'éliminer un concurrent qui récupère les commandes de paquebots géants avec un risque social fort, au vu des « doublons qui existent sur toute la filière industrielle », note Abdel Ahil, en charge de la filière navale à la CGT métallurgie. Selon le secrétaire d'Etat de l'Industrie, M. Sirugue « DCNS serait avec l'un ou avec l'autre (groupe européen), quelle que soit la formule », quid d'éventuelles collaborations avec les armateurs ?

« Les intentions de vente de STX sont connues depuis longtemps. Plutôt que structurer une filière navale d'avenir, l'Etat a préféré imposer de nouveaux sacrifices aux salariés avec un pacte de compétitivité. L'emploi et le projet industriel doivent primer », insistait de son côté le secrétaire départemental du PCF, Aymeric Seassau, ex-conseiller régional en charge du bassin d'emploi de Saint-Nazaire.

Les candidats en lice

Genting, le mastodonte venu d'Asie

C'est l'un des quatre candidats potentiels à la reprise de STX France. Ce conglomérat malaisien dont le siège se trouve à Kuala Lumpur est déjà actif dans les loisirs, les jeux, l'énergie et les hydrocarbures. Il développe aussi très fortement son activité dans la croisière, en visant notamment le marché chinois, en plein essor et appelé à devenir au cours des 20 prochaines années l'un des plus importants au monde. Dans cette perspective, il s'est offert quatre chantiers allemands en 2015 et 2016.

Damen, un candidat solide

Damen est sur les rangs. Fort de 32 chantiers dans le monde, dont 18 aux Pays-Bas, le groupe hollandais, qui souhaite développer son activité dans la croisière, dispose de deux chantiers de réparation navale en France (Brest et Dunkerque). Damen disposerait aussi du soutien crucial de MSC et RCCL. Principaux clients de Saint-Nazaire, avec 14 paquebots à construire d'ici 2026 pour un investissement total de 12 milliards d'euros.

Fincantieri, le concurrent historique

La candidature de ce dernier est redoutée à Saint-Nazaire, car l'avenir du chantier se jouerait alors en grande partie de l'autre côté des Alpes, bien que l'Etat reste au capital. Fincantieri, est en effet un concurrent historique du chantier français, qui lorgne sur ses capacités industrielles pour toucher le marché des très grands paquebots, que ses cales, trop petites, ne lui permettent pas de construire. Les syndicats craignent en outre une trop forte spécialisation sur les méga-paquebots et s'inquiètent, si le marché de la croisière venait à s'essouffler, que les chantiers italiens soient privilégiés dans la répartition des commandes.

DCNS souhaite préserver ses intérêts

L'industriel français, détenu à 65% par l'Etat et à 35% par Thales, n'a pas souhaité faire d'offre sur STX France. Quoiqu'il arrive, et les membres du gouvernement l'ont laissé entendre, DCNS a de grandes chances de participer au tour de table final, quel qu'il soit, afin au minimum de veiller à la préservation de ses intérêts. A noter que DCNS craint de voir Damen développer dans l'Hexagone une concurrence sur le segment du naval de défense.

Article élaboré en collaboration avec Clotilde Mathieu, journaliste à l'Humanité

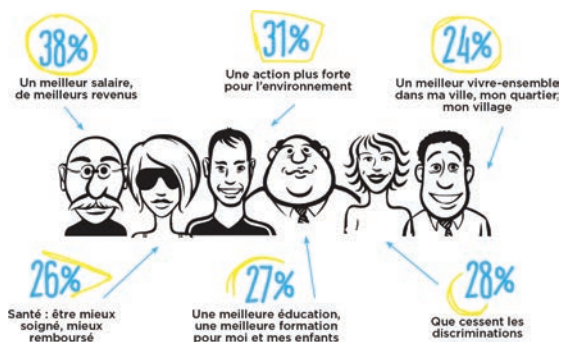


CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE
380, route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-NAZAIRE
02 40 17 20 20

Les communistes entrent en campagne

Ce que les français attendent des prochaines échéances électorales

Ils l'ont dit à l'occasion de la dernière grande consultation organisée par le PCF:



CE QUE VOUS PENSEZ

- 78%** estiment que les responsables de la crise sont les banques, les grands actionnaires et la finance
- 71%** rejettent l'idée qu'« on vit de plus en plus mal et c'est une fatalité, on n'y peut rien »
- 70%** disent que le capitalisme est un mauvais système pour l'humanité et la planète
- 65%** déclarent qu'en France « on manque de rêves et d'utopies »
- 71%** pensent qu'ils peuvent « jouer un rôle pour transformer la société ».

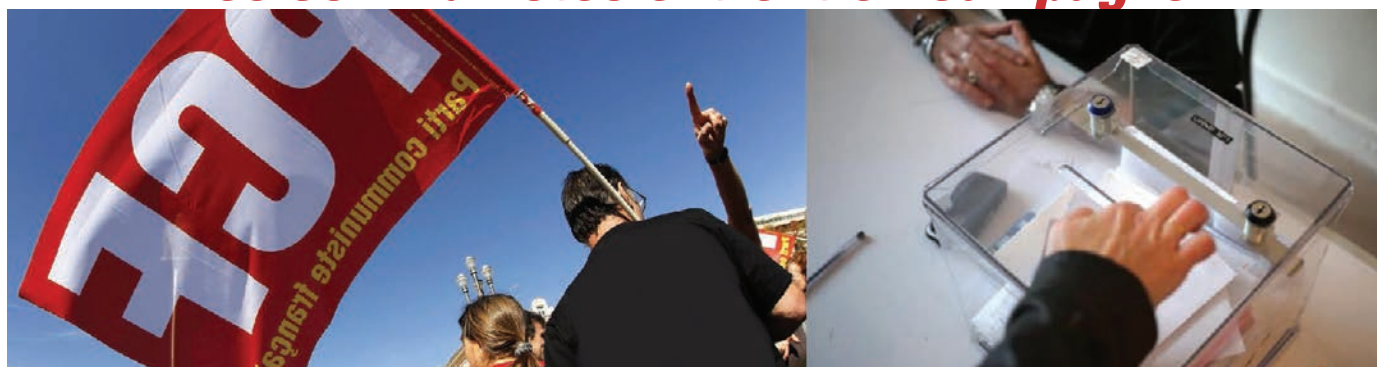
CE QUE VOUS PROPOSEZ

PAR ORDRE DE PRIORITÉ

- 1** Renégocier les traités européens pour stopper l'austérité (69%)
- 2** Fonder une nouvelle République avec plus de pouvoir au peuple (68%)
- 3** Pour 64% des participants, réduire le temps de travail peut créer beaucoup d'emplois
- 4** Limiter le pouvoir des actionnaires en donnant de nouveaux droits aux salariés dans l'entreprise (62%)
- 5** Arrêter les privatisations et reconstruire un secteur public efficace (52%)

CE QUE VOUS ATTENDEZ DE LA POLITIQUE

- Qu'elle empêche la loi du plus fort, construire l'égalité (59%)
- Qu'elle respecte les aspirations populaire (50%)
- Qu'elle Transforme la société et la rende meilleure (48%)



A la suite de la conférence nationale du 5 novembre, les adhérents du Parti Communiste Français étaient appelés à se prononcer sur la résolution adoptée par cette même conférence : *Uni-e-s pour l'Humain d'abord, les communistes en campagne*; ainsi que le choix à opérer pour les élections présidentielles.

Deux options s'offraient aux suffrages des 120000 membres du PCF concernant les présidentielles:

- Appeler à voter Jean-Luc Mélenchon, en considérant qu'un rassemblement peut s'opérer avec cette candidature. Dans ce cas, les communistes feraient une campagne autonome, en travaillant à la construction d'un rassemblement le plus large possible.
- Présenter une candidature communiste à même de porter les propositions du PCF et sa démarche de rassemblement. Candidature à même de se retirer au profit d'une candidature commune sur une base programmatique.

Après trois semaines de débats intenses, respectueux, les militants ont mesuré les enjeux et les défis qui les attendent. Ils ont mesuré la complexité de la situation politique et leur responsabilité devant les échéances à venir où le danger de voir arriver au pouvoir une droite réactionnaire et une extrême droite qui l'est tout autant, n'a jamais été aussi grande après le désastre du quinquennat Hollande.

Sur l'ensemble du territoire national plus de 92% des communistes ont adopté la résolution de la conférence nationale, 90% en Loire-Atlantique, qui fixe le cap vers les grands enjeux de 2017 : porter un projet à même de sortir le pays de la crise, construire le rassemblement des forces de gauche qui portent un projet alternatif à l'austérité, présenter partout en France des candidats qui portent ce projet et la démarche de rassemblement.

Droite et extrême droite ont leur candidat, le PS se cherche...

Au moment même où les communistes votaient pour les échéances de 2017, la droite se choisissait son candidat dans le cadre d'une primaire, et l'exécutif national s'entredéchirait pour savoir lequel des deux, Président ou Premier-Ministre, serait le plus légitime pour briguer le poste suprême.

Avis de tempête sur la France. Si elle n'a pas encore gagné les présidentielles, la droite est de retour et elle s'est choisie, en la personne de François Fillon, le candidat et le programme le plus libéral, antisocial et profondément réactionnaire qui soit. Pour s'opposer à ce candidat d'une droite dure et à la candidate du Front National, les communistes ont fait le choix, quant à eux, de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, tout en menant une campagne autonome, l'essentiel étant pour eux de porter un programme de rupture avec les politiques menées précédemment par le gouvernement Valls/Hollande.

Un exécutif, qui non content d'avoir été efficace à relever les grands défis économiques et sociaux, plongeant plus encore

Pour ce qui est du choix présidentiel, en Loire Atlantique 38,80% des militants se sont prononcés en faveur de l'option 1 et 59,07% en faveur de l'option 2. Au plan National, c'est l'option 1 qui arrive en tête avec 53,60% contre 46,40% pour l'option 2.

A l'issue de ces résultats, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a « félicité l'ensemble des communistes pour la qualité et la richesse du débat mené », tout en appelant avec l'ensemble de la direction nationale à l'unité des militants.

Le cap est également mis sur les élections législatives et la désignation des candidats (voir page si contre) à même de faire avancer les propositions et le rassemblement défendus par le Parti Communiste Français dans les circonscriptions du pays.

Dans les semaines à Venir...

Dans une lettre adressée aux adhérents du PCF, Pierre Laurent a dressé les premiers éléments du calendrier politique de son parti en vue des présidentielles et des législatives.

- 1er décembre : réunion du conseil national
- Popularisation et mise en débat des propositions communistes rassemblées dans le pacte d'engagement commun pour la France
- Poursuite du travail de rassemblement
- Poursuite et accélération du lancement des campagnes des législatives. 14 janvier, CN de ratification des candidatures aux législatives



le pays dans les méandres d'un libéralisme décomplexé, redonnant faute de politiques ambitieuses et de renoncements plus de poids à la droite, s'affronte désormais autour d'une probable candidature.

Une aubaine pour le candidat de droite qui surfe sur un véritable plébiscite, au premier comme au second tour de la primaire. Mais, gare à l'embouteillage libéral, Macron aujourd'hui, et pourquoi pas

Bayrou demain, rien n'est donc joué pour les Républicain d'autant que Marine Le Pen, pour le moment silencieuse attend son tour.

Dans ce contexte nécessité pour la gauche de se faire entendre et de faire entendre des propositions de rupture et d'espoir.

Le dernier conseil départemental de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF a, suite au travail mené dans les sections, validé les Chefs de file dans la plupart des circonscriptions du département. Ces chefs de file seront garants de la démarche du PCF dans leur circonscription, ils incarneront les propositions et l'ambition de rassemblement de leur parti dans cette période électorale.

Les candidats communistes

7ème circonscription
(La Baule-Escoublac, Le Croisic, Guérande, Herbignac, Pontchâteau, Saint-Gildas-des-Bois)
Véronique MAHE
Binome en cours de désignation

6ème Circonscription
(Ancenis, Blain, Châteaubriant, Derval, Guémené-Penfao, Moisdon-la-Rivière, Nozay, Riaillé, Rougé, Saint-Julien-de-Vouvantes, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Nicolas-de-Redon, Varades)
En cours de désignation

5ème circonscription
(Carquefou, La Chapelle-sur-Erdre, Ligné, Nantes8, Nort-sur-Erdre)
Michel LABOUREUR
Yolande DREANO

8ème circonscription
(Montoir-de-Bretagne, Saint-Nazaire-Centre, Saint-Nazaire-Est, Saint-Nazaire-Ouest, Savenay)
Sabine MAHE
Yvon RENEVOT

1er circonscription
(Nantes1 Nantes6 Nantes7 Orvault)
Aymeric SEASSAU
Melissa JOURNOUD

2ème circonscription
(Nantes2, Nantes3, Nantes4, Nantes9)
Nathalie BLIN
Binome en cours de désignation

9ème circonscription
(Bourgneuf-en-Retz, Legé, Machecoul, Paimboeuf, Le Pellerin, Pornic, Saint-Père-en-Retz, Saint-Philbert-de-Grand-Lieu)
En cours de désignation

10ème circonscription
(Aigrefeuille-sur-Maine, Clisson, Le Loroux-Bottereau, Vallet, Vertou, Vertou-Vignoble)
Marie-Claude ROBIN
Pedro MAIA

3ème circonscription
(Nantes5, Nantes11, Saint-Étienne-de-Montluc, Saint-Herblain-Est, Saint-Herblain-Ouest-Indre)
Robin SALECROIX
Isabelle HUCHET

4ème circonscription
(Bouaye, Rezé-sud, Nantes 10, Rezé-nord-Bouguenais)
Mireille PERNOT
Gauthier LORTHIOIS

Un pacte d'engagement pour la France

Après la grande consultation citoyenne qui a permis aux communistes de rencontrer 400000 personnes et de remplir 65000 questionnaires, les priorités des Français semblent claires et à mille lieues de ce que l'on nous laisse entendre dans les media : de meilleurs revenus, une action forte pour l'environnement, la fin des discriminations, de meilleurs services publics, un meilleur vivre ensemble...

À l'issue de cette grande consultation citoyenne et de ces propres propositions le PCF propose 7 axes qui vont structurer les propositions de ses candidats pour la période électorale qui s'ouvre :

1. Prendre le pouvoir sur la finance et les richesses

Spéculation, fraude fiscale, dividendes records alors que les salaires se dégradent, que le pouvoir d'achat est en berne, il est temps de reprendre le pouvoir sur la finance.

2. De la nouvelle république au nouveau politique

Alors que les institutions de la Vème république sont paralysées par des crises à répétition, il est grand temps de refonder notre démocratie afin de passer d'une logique de concentration des pouvoirs à une diffusion des responsabilités dans tout le corps social.

3. Investir pour demain

Abrogation de la loi travail, adoption d'une loi de sécurisation de l'emploi, réduction du temps de travail, favoriser l'émergence d'une école de l'égalité, financement de la recherche, accès à l'art, au numérique... autant de défis à relever demain.

4. L'égalité femme-homme maintenant

Partage des pouvoirs, égalité professionnelle, il est grand temps de mettre fin à la société patriarcale.

5. Une France protectrice et solidaire

C'est redonner les moyens aux services publics et en finir avec les politiques d'austérité. C'est aussi se mobiliser sur le logement, la santé... qui sont aujourd'hui encore des facteurs d'inégalité.

6. Produire autrement et protéger la planète

Produire autrement, c'est aussi mettre l'humain au centre du fonctionnement de l'entreprise, relancer les filières industrielles d'avenir productrices d'emploi, favoriser la recherche pour moins polluer...

7. A l'offensive pour changer l'Europe

Pour une Europe de Paix qui ne soit plus inféodée à la finance internationale et qui mette l'Humain au cœur de ses politiques.

Le 106ème Huma café® brise le tabou ...

Si "L'Incorruptible", objet de passion, est passé à la postérité comme l'archétype d'un monstre, il interroge cependant toutes les consciences. Peut-on tordre le cou aux mythes et renverser la légende noire ? Et qui rappellera ses combats contre la peine de mort, pour l'abolition de l'esclavage, son rêve d'une République qui offre à tous égale dignité ? Sans l'absoudre ni l'accabler, les ressources de l'Histoire permettent de comprendre sa pensée et son action.

ROBESPIERRE : le mythe et l'Histoire

Vendredi 9 décembre 2016 à 18h
Lieu Unique

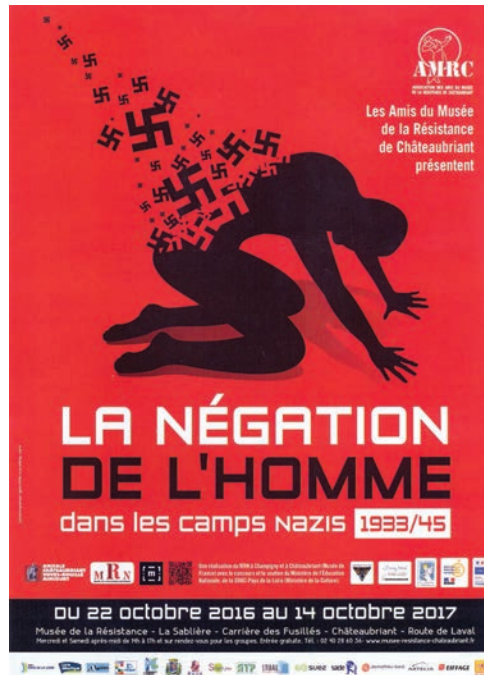
Avec Jean-Clément Martin - Historien



Culture, idées, sciences

6

Exposition



Les Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant présentent leur nouvelle exposition.

Elle constitue le support de l'édition 2016/2017 du concours national de la résistance et de la déportation, pour plusieurs milliers de jeunes collégiens, lycéens et apprentis.

Du 22 octobre 2016 au 14 octobre 2017.

Mercredi et samedi après-midi de 14h à 17h et sur rendez-vous pour les groupes. Entrée gratuite.

Tel : 02 40 28 60 36

www.musee-resistancechateaubriant.fr



« Mieux vaut mourir en faisant un film qu'en ne faisant rien ».

Après avoir annoncé que « Le vent se lève » (2013) était son dernier film, Hayao Miyazaki, 75 ans, semble prêt à remettre son tablier.

Le réalisateur dit avoir proposé au producteur du studio Ghibi, de tirer un long métrage de « Boro la chenille » (12 mn actuellement).

Le projet pourrait voir le jour d'ici 2020. On voit mal comment le studio, qui commençait à envisager la vie sans Miyazaki en produisant la « Tortue rouge », pourrait refuser quoi que ce soit au vieux maître qui a fondé Ghibi en 1985.

Le combat d'Irène Frachon contre les laboratoires Servier continue

Quand elle commence son enquête médico-policière en 2007 Irène Frachon ne se doutait pas que ce combat la mènerait aussi loin. Cette jeune pneumologue de province, s'est battue avec un courage peu commun pour imposer cette évidence clinique qui lui sautait aux yeux : le Médiator, prescrit pour enlever quelques kilos de trop, se fondait sur une molécule dangereuse, provoquant des valvulopathies gravissimes. Le laboratoire Servier cachait sciemment ces particularités métaboliques pour en vendre le maximum. En 33 ans de commercialisation, il a été remboursé au taux maximal de la sécurité sociale, soit 65%, pour un service médical qualifié d'insuffisant. Il n'y est pas arrivé tout seul, il a fallu quelques complicités.

Autorisé à être mis sur le marché en 1976, le Médiator ne fut interdit qu'en novembre 2009, alors que les effets secondaires graves étaient observés depuis la fin des années 1990.

« La fille de Brest », fut la première à constater un nombre élevé de morts suspectes de patients traités. Dans son livre publié en juin 2010 « Médiator 150 mg: combien de morts ? » elle en a dénombré entre 1500 à 2000. Quand Xavier Bertrand arrive au ministère de la santé en novembre 2010– Un ancien membre éminent du cabinet Kouchner lui rend visite à son bureau pour lui expliquer que l'affaire ne doit jamais remonter aux politiques. Le scandale a éclaté 15 jours plus tôt, mi- octobre, dans un article d'Anne Jouan journaliste au Figaro.

C'est cette affaire d'Etat qu'Emmanuelle Bercot vient de porter à l'écran avec le film « la fille de Brest ».

Irène Frachon a accepté tous les risques d'un film qui n'est pas sans défaut. Mais cette promotion était nécessaire pour avancer. La responsabilité civile des laboratoires Servier a été reconnue en octobre 2015, confirmée en appel. Mais Jacques Servier est mort dans son lit en avril 2012 à l'âge de 92 ans... les victimes attendent encore d'être indemnisées.

« La guerre n'est pas finie. Les victimes ont de petits moyens. Elles sont maltraitées, méprisées, piétinées par Servier ». Le combat continue.



La SOCIALE, vive la sécu ! Un film à voir absolument !



La SOCIALE le nouveau film de Gilles Perret, film-documentaire d'une heure 25, met en valeur avec enthousiasme dans la lignée des précédents (Ma mondialisation 2006. De mémoires d'ouvriers 2012, les jours heureux 2013) toute l'épopée glorieuse de l'instauration de la Sécurité Sociale en 1946 (actuellement au Concorde à Nantes).

Avec la « sécu » un vieux rêve, émanant des peuples à vouloir vivre sans l'angoisse du lendemain, voyait enfin le jour.

Son principal bâtisseur se nommait Ambroise CROIZAT ministre communiste à la Libération. Tout est fait à l'école comme à la télévision, pour effacer de la mémoire collective l'origine de cette conquête sociale fondamentale.

Pourtant, en moins de 8 mois, dans un pays ruiné par l'occupation et la guerre, 138 caisses sont édifiées par un peuple de militants, essentiellement CGT, sur leur temps de congés ou hors de leur temps de travail.

L'enseignement principal du film est de montrer comment la création de la sécu s'est appuyée sur la mobilisation militante et sur la classe ouvrière. Ce fut une vraie lutte de classe face au patronat, aux forces réactionnaires qui n'en voulaient pas, voyant s'éloigner un marché prometteur pour le capital.

La bourgeoisie dut s'incliner devant le rapport de force créé par une CGT et un PCF puissants et par un peuple avide de justice et d'égalité.

Aujourd'hui pour beaucoup de français, la Sécurité Sociale est un acquis, elle fait partie de la vie et semble éternelle. Le film montre qu'il n'en est rien.

Des interviews de dirigeants du MEDEF ou de partis de droite, il ressort leur haine de la solidarité et leur rêve de se débarrasser de la Sécu pour la livrer au privé. On sait comment déjà ils l'ont affaiblie et fragilisée.

Pas de Calais : A Rouvroy les communistes écrasent le FN

Suite à la démission du maire communiste, Jean Haja, pour des raisons de santé, des élections municipales et communautaires se déroulaient dans la ville de Rouvroy (8600 habitants) dans le Pas-de-Calais (62).

La commune est frontalière d'Hénin-Beaumont et le FN s'était juré de la prendre aux communistes qui dirigent la ville depuis 1977, comme ils avaient chassé les socialistes d'Hénin-Beaumont.

A l'issue d'un unique tour, la liste conduite par la communiste Valérie Cuvillier (PCF) écrase la liste Rouvroy Bleu Marine. Le PCF remporte 78,45% des voix contre 21,55% au FN. Dans cette ville le Front national s'effondre passant de 57% aux régionales à 21,55% face au PCF.



Au cœur des collectivités

7

Transition énergétique

Les communistes s'emparent du débat de Nantes Métropole

Pour la troisième fois Nantes Métropole organise un "Grand Débat", c'est l'occasion pour les citoyens de s'immiscer dans un débat qui au moment du Grenelle de l'environnement était resté dans la sphère d'initiés et de groupes d'intérêts. Il faut s'attacher à le rendre le plus accessible, pour qu'il ne demeure pas un débat d'expert ou d'écologistes fondamentalistes. C'est dans cet esprit que les élus communistes de la métropole Nantaise ont réuni samedi 26 novembre des syndicalistes, des élus et des camarades afin qu'ils s'emparent du débat, autour d'Hervé Bramy membre du Conseil National du PCF, responsable de la commission écologie et d'Eric Couvez membre de la commission, chargé d'organiser le débat.



Le premier constat est que l'énergie est un enjeu complexe, sa production, son acheminement et sa distribution dépassent très largement les compétences d'une métropole. Le document socle proposé comme base du débat est fondé principalement sur deux rapports l'un de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), l'autre de Negawatt (une association fondée dans le but de promouvoir la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables). Le manque de sources variées fait que ce document est très dogmatique et qu'une analyse critique de celui-ci est nécessaire.

Tout d'abord lorsque l'on parle d'énergie renouvelable comme le solaire et l'éolien, l'intermittence de ce mode de production doit être abordé, l'électricité se stocke très mal et un réseau même européen d'acheminement électrique serait bien différent de celui d'aujourd'hui si l'on voulait exploiter pleinement ce mode de production. Il nécessiterait des lignes internationales au moins 10 fois plus puissantes. Si la production locale avec une multitude de petites productions semble être séduisante au premier abord, il ne faut pas pour autant oublier que pour qu'elle

18ème Congrès de l'ANECR de Saint-Etienne Utiles pour construire et agir

Du 18 au 20 novembre, ce sont près de 400 élus communistes et républicains qui se sont retrouvés à Saint-Étienne pour le 18ème Congrès de l'Association Nationale des Élus Communistes et Républicains. Bien que comportant moins de membres qu'avant le dernier cycle électoral démarré en 2012, il s'agit toujours de la 3ème association politique d'élus avec ses 7500 membres.



Le mot d'ordre « utiles pour construire et agir » a été décliné dans les plénières. Ainsi, la question institutionnelle aura été présente avec les conséquences des fusions d'intercommunalités qui, dans de nombreux cas, déboucheraient sur une représentation non paritaire par la diminution du nombre de représentants par commune, sans compter la marginalisation des élus voire des maires communistes et républicains. De même, la question du devenir de la représentation post 2020 au sein de Conseils communautaires pose question.

Les difficultés de financement des collectivités a été illustrée par la députée Marie-France Beaufilets : le projet de loi de finances

fonctionne à grande échelle, l'ensemble du réseau doit y être préparé.

Bien sûr tout est possible mais à quel prix ? La question de la péréquation financière, doit être au cœur de la question, si 6 millions de personnes sont en précarité énergétique en France et ne peuvent se chauffer correctement aujourd'hui, quand serait-il demain ? L'impact sur la santé, d'un logement mal chauffé car mal isolé doit être versé au débat, la rénovation thermique des logements anciens ne devrait-il pas être une obligation ?

Le défi énergétique est grand et nécessite une vision nationale de production et d'acheminement de l'électricité ainsi que des personnes et des marchandises. L'absence de volonté politique et les logiques

libérales ont conduit à l'abandon du FRET ferroviaire malgré un réseau ferré bien structuré. Ne tombons pas dans l'écueil des bus Macron en matière d'énergie. Nous devons structurer notre pays pour qu'il soit capable de passer le cap de la transition énergétique, avec des filières industrielles pourvoyeuses de nouveaux emplois et en capacité de produire les outils dont nous aurons besoin demain.

L'heure n'est plus à la culpabilisation du consommateur final qui par un comportement vertueux serait la solution, l'heure est à la prise de décision et de nouvelles lois qui permettent de changer véritablement la donne.

L'énergie est un des enjeux essentiels de notre société, sans elle, pas de déplacement, pas de confort et pas d'économie. Après la loi sur la transition énergétique, dans la plupart des collectivités territoriales, le concept de transition énergétique s'est imposé dans les politiques publiques en oubliant trop souvent que la transition énergétique doit être d'abord le droit à l'accès et à l'usage des énergies pour un développement humain durable pour tous.

pour 2017 cache bien son jeu car derrière un allègement des diminutions de DGF se cache des transferts de lignes qui ne servent que l'affichage politique et déboucheront sur des recettes toujours moins fortes des collectivités.

Enfin, le débat sur le vivre ensemble s'est rapidement problématisé en « comment faire ensemble ? » la question du lien social étant

complexe et l'enjeu d'autant plus ressenti après les interventions du Maire de Magnanville ou des élus de Seine-Saint-Denis.

De lourdes questions restent donc à débattre pour la nouvelle direction.

Le Conseil national aura été renouvelé d'un tiers et composé de 162 membres à parité et les ligériens Delphine Briant, élue d'opposition à Gorges et Gauthier Lorthois, adjoint au Maire de Bouguenais participeront à la nouvelle direction. En son sein, le nouveau Conseil a élu Patrice Bessac, Maire de Montreuil depuis 2014 à la présidence de l'association.

Près de vous

Des parrainages à Saint-Nazaire contre les expulsions

Vendredi 26 novembre l'UCIJ a organisé en mairie de Saint-Nazaire le parrainage républicain de quatre enfants dont les parents, originaires du Daghestan où leur vie est menacée, viennent d'être déboutés du droit d'asile. Ils sont sous le coup d'une double expulsions : celle de leur logement CADA et celle du territoire vers leur pays d'origine.

Yvon Renénot, adjoint PCF et président de la cérémonie, a présenté cette action comme un acte militant de politique citoyenne et a dénoncé les nouvelles directives données par Bernard Cazeneuve aux préfets pour expulser ces réfugiés de notre pays.

Parmi les parrains et marraines, les élus communistes Nicolas Carrey, Alain Manara, Catherine Rougé, mais aussi deux élus EELV, la présidente du Secours Populaire de Saint-Nazaire, et une militante des Sans-Papiers.

Saint-Nazaire reconduit son soutien au Fond Aide aux Jeunes

Lors du Conseil municipal du 18 novembre, Saint-Nazaire a reconduit son financement au Fond d'aides aux Jeunes, « destiné à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16-24 ans et s'adressant aux jeunes qui ne peuvent prendre appui sur la solidarité familiale pour construire leur projet d'avenir » selon Yvon Renénot, adjoint communiste en charge du dossier. Il a rappelé qu'en 2015, 356 jeunes Nazairiens avaient pu en bénéficier et portaient majoritairement sur de l'aide de subsistance.

Saint-Nazaire féminise ses rues

Lors du Conseil de novembre, Catherine Rougé Conseillère municipale PCF s'est félicitée du travail de la commission en charge de proposer les dénominations de rue. Elle note : « Traduire l'égalité des sexes dans nos rues, c'est conforme à la vie, à la loi, c'est rendre visibles des femmes pour ce qu'elles sont. C'est mettre en lumière des femmes qui innovent, agissent, produisent, et dont le travail, la création, l'engagement, sont souvent maintenus dans l'ombre. C'est faire acte de justice, de respect et de pédagogie aussi ».

Les voyages forment la jeunesse

Comme vous le savez sûrement un camarade de la jeunesse communiste de Loire-Atlantique a eu l'opportunité grâce à un voyage de solidarité organisé au niveau national de partir en Palestine. Cette délégation de 9 jeunes venus de Paris, Rouen, Nantes et du Val de Marne a ainsi pu aller sur place se rendre compte des réalités, et sans censure, du quotidien du peuple palestinien.

Pendant ces 10 jours la délégation de jeunes communistes après son arrivée à Tel Aviv et une rencontre du parti communiste israélien (PCI) s'est rendue tout d'abord à Nazareth (capitale arabe de l'état d'Israël) puis à Jérusalem-Est où la ségrégation et les répressions sont plus que flagrantes. C'est ensuite qu'elle a franchi les checkpoints et la frontière pour se rendre en Cisjordanie occupée.

Une fois là bas le programme se divisait en deux parties distinctes mais complémentaires:

La première était la rencontre d'organisations progressistes locales comme le PPP (Parti Populaire Palestinien), le FPLP (Front pour la Libération de la Palestine), des représentants de BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) etc...

La seconde consistait à se rendre dans les différentes villes des 3 zones de Palestine cisjordanienne arbitrairement définies par les accords d'Oslo :

- La Zone A sous contrôle administratif et militaire de l'autorité palestinienne.
- La Zone B sous contrôle administratif de l'autorité palestinienne et le contrôle militaire d'Israël.
- La Zone C sous contrôle administratif et militaire d'Israël.

Ces différentes visites qu'elles soient à Hébron, Ramallah, Tulkarem ou encore dans le petit village de Nabi Saleh ont permis à toute la délégation de se rendre compte de l'état de l'avancée de la colonisation mais également des murs et des miradors qui ponctuent le paysage vallonné de Palestine.

Nous en profitons pour remercier chaque camarade ayant envoyé une souscription pour ce voyage et avoir rendu possible cette expérience enrichissante pour toute notre fédération qui par l'expérience directe et la sensibilisation peut s'enrichir afin de mener au mieux sa campagne en faveur de la création d'un état palestinien. Nous vous rappelons également la tenue d'un banquet de retour le 16 décembre à la fédération où un compte rendu du voyage sera présenté par notre camarade rentré il y a trois semaines. Encore une fois merci à chaque camarade de soutenir les voyages organisés par la Jeunesse communiste, c'est cette solidarité qui fait notre fierté et notre force !

Ulysse Teruel

Beau et grand pays, mais un pays colonisé

Aider le peuple Palestinien dans la résistance non violente tel est le but de AFPS (Association France Palestine Solidarité). La solidarité du peuple français doit être un devoir envers ces pays colonisés, pour gagner la paix dans le monde.

Le gouvernement Israélien utilise une stratégie envers les palestiniens qui consiste à prendre leurs terres, les points d'eau et tout ce qui est vital à la vie d'un peuple, autour de leurs communes, jusqu'à rendre leurs circulation impossible.

Il faut aussi savoir que l'eau par un système de bidons sur les toits des maisons palestiniennes et l'électricité leurs sont livrées par l'armée Israélienne au bon vouloir de ces derniers, au tarif très élevé.

Dans le cadre d'une mission olive avec l'AFPS, je suis allé à Zawiya tout près de Naplouse et à Halhul tout près d'Hébron, pour aider les Palestiniens à entrer dans leurs champs d'oliviers, car les colons aidés de l'armée, les empêchent de rentrer sur leurs terrains. Les Israéliens considèrent qu'un terrain en friche depuis 3 ans est abandonné, donc ils se l'approprient pour y installer les colons. Avec notre présence, il est plus difficile aux colons et à l'armée de nous empêcher de rentrer ramasser leurs olives. Un jour nous avons organisé un festival de musique sous les oliviers, où nous avons dansé de tout cœur pour montrer notre présence aux colons juste de l'autre côté du mur, la musique fait partie de la résistance non violente.



Photo : Récolte des olives et juste derrière le mur de barbelé une colonie

Tous les vendredis a lieu devant l'immeuble du 1er ministre à Jérusalem une manif avec des femmes en noir, ces femmes Israéliennes qui ont perdu par la guerre mari et fils, nous leurs avons apporté notre soutien par notre présence. Le but de ces manifs c'est de faire reconnaître la cause palestinienne pour conclure un accord de paix. **La résistance non violente peu prendre toutes les formes.**

Pierre RIOU

Mettre fin à la colonisation



Nous sommes partis également niens tous les jours (jets d'ordures sur leurs maisons et dans leurs rues, insultes, ...) avec l'AFPS 44 étudier les Les camps de réfugiés sont harcelés par les militaires. A Aïda, enfermé par le Mur, les différentes formes d'occupation fenêtres de l'école sont en partie murées pour protéger les élèves des tirs provenant de de la Palestine par Israël : un de la colonie voisine ! Incursions dans le camp le jour (nous en avons été témoins) et la nuit ses ministères est entièrement : ils capturent les enfants dans leur sommeil et les retiennent quelques jours. Nous consacré aux stratégies avons pu juger des traumatismes psychologiques chez les jeunes. d'annexion. C'est une colonisa- Les colons tentent aussi de s'emparer de l'histoire des Palestiniens (temple d'Hérode tion extrêmement violente, servant de décor à une rave-partie, archéologues Israéliens révisionnistes, appropriation de l'apartheid et du tion d'instruments agricoles palestiniens anciens, ...) pour réécrire une histoire juive de fascisme, pour s'approprier la Palestine. l'espace, les esprits, la culture des Palestiniens.

Dès qu'une habitation de ville est abandonnée par des Palestiniens sous pression, les Israéliens s'installent à leur place. C'est un rapport de force rue par rue, rêve d'un état palestinien s'éloigne, du fait de l'émiettement incroyable du territoire. maison par maison, toit par toit, pièce par pièce. Hors des villes, des villages et cime- Beaucoup militent aujourd'hui pour la formation d'un seul état démocratique. Nous tières palestiniens sont rasés, des populations déplacées, des oliviers coupés, des soutiendrons ce qu'ils jugeront le plus utile à leur cause. vignes déterrées, des tentes démantelées, des cultures souillées. Nous avons vécu les tensions quotidiennes aux check-points, les vexations dont sont victimes les Palestiniens.

Yvon Renévoit et Catherine Rougé



Voyage de solidarité de la JC



Après le départ en octobre, de militants des Jeunes Communistes en Palestine, nous faisons appel à votre solidarité. Le MJCF organise chaque année des voyages en Palestine qui ont permis à des dizaines de jeunes communistes de pouvoir, une fois, revenus faire partager leur expérience. Ces voyages s'inscrivent dans la longue lignée des combats menés par les communistes pour l'autodétermination des peuples matérialisés aujourd'hui par l'engagement du MJCF pour une paix juste et durable en Palestine.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL: EMAIL:

Bulletin à retourner au :
Jeunes Communistes 44 - 41 rue des Olivettes 44000 NANTES
accompagné d'un chèque à l'ordre du MJCF 44

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication :
Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction :
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec
la collaboration de :
Pedro MAIA
Robin SALECROIX
Gauthier LORTHIOIS
André MAURICE
Jeannine TROUILLARD

